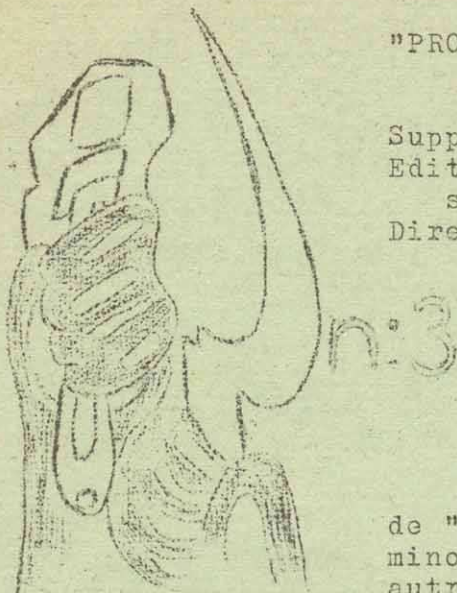


L'ETINCELLE

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"
(KARL MARX)

Supplément à ROUGE N° 57
Edité par la LIGUE COMMUNISTE,
section française de la Quatrième Internationale
Directeur de publication: Jean-Pierre Beauvais



S.N.C.F. : BILAN D'UNE GREVE.

A la suite de son demi-succès à l'EDF (contrat de "progrès" signé avec des centrales syndicales minoritaires), le pouvoir vient d'en réaliser un autre en faisant accepter l'essentiel de ses propositions par des centrales qui, même rassemblées, sont encore minoritaires (CFDT, FO, PAC, FGAC, CGC), à la SNCF. Là aussi, on peut opposer les revendications correspondant aux aspirations réelles des cheminots et les résultats acquis par les négociations:

- | | |
|---|---|
| <p>=les revendications:</p> <ul style="list-style-type: none">-l'échelle mobile des salaires par rapport à un indice reflétant l'augmentation globale des prix.=le retour immédiat aux 40 h. conquête des luttes de 1936 (est-ce de l'utopie en 1970?)-garantie de l'emploi en cas de modernisation de la SNCF. | <p>=les "concessions" de la direction:</p> <ul style="list-style-type: none">-une hausse limitée des salaires par rapport à un indice calculé par le gouvernement, et garantie en principe et exceptionnellement pour 1970.-une réduction limitée (1h. $\frac{1}{2}$) de la durée du travail en 1970, en avance de deux mois sur le calendrier initialement prévu par la direction.-les plans de la SNCF sont maintenus: notamment la réduction des effectifs; l'accord prévoit des commissions mixtes de conciliation, régionales, en cas de conflit. En bref, les centrales signataires n'acceptent pas de clause anti-grève (ce qui est important) mais promettent de discuter d'abord, et en ordre dispersé. |
|---|---|

Dans ces conditions, on ne peut qu'approuver le refus de la CGT de signer pareil accord. Mais face aux tentatives d'intégration des syndicats visant à les faire collaborer à la "rentabilisation" capitaliste de la SNCF, et à la capitulation de certaines centrales, il était possible de développer une lutte nationale réelle sur des objectifs précis, discutés en assemblées de travailleurs, de manière à réunir l'ensemble des cheminots, et permettant de réaliser, à la base, un front de lutte unique.

Que s'est-il passé en fait? -A DIJON comme ailleurs, la grève a avorté. Alors que les cheminots d'Achères étaient en grève depuis le 17 février sous l'impulsion de la CGT, aucune directive précise n'était donnée par la direction du syndicat. Les débrayages avaient lieu ici ou là, dans des conditions pas toujours compréhensibles par une partie

des cheminots. A Dijon, les roulants étaient déjà en grève alors qu'au triage de Perrigny-Gevrey on se demandait encore "fera grève" ou "fera pas grève"? Ces hésitations propres à désorienter les cheminots ne seront pas pour rien dans la suite du mouvement, qui se terminera en "queue de poisson" personne ne comprenant pourquoi il faut reprendre le travail, surtout lorsque on vient de débrayer. Par exemple, à Perrigny-Gevrey, en moins de 24 h. tout est terminé: la grève lancée le 20 à 4h. du matin, dès midi la radio parle de reprise, de fait, à 16h.30 lors du meeting à la Bourse du Travail, l'ordre de reprise est donné pour le lendemain matin à 4h. En somme, la grève aura duré le temps d'une tournée, d'un casse-croute, et d'un meeting.

Aucune explication n'a été donnée pour la reprise, sinon une allusion au Front syndical commun oublié jusque là.

Et c'est bien pourquoi les orateurs durent élever la voix au meeting pour essayer de calmer le mécontentement. En fait de nombreux grévistes n'ont pas plus compris l'ordre de reprise du travail, que l'absence d'un mot d'ordre national de grève quelques jours auparavant.

A rythmer pareillement les luttes au gré des négociations proposées par le gouvernement de la bourgeoisie, la direction CGT pense-t-elle renforcer la volonté de lutte de la classe ouvrière, ou la décourager?

==

L'ARMÉE N'A PAS LE MORAL!

Le 13 mars dernier, le ministère de l'Intérieur a annoncé que "toutes les réunions organisées par les mouvements gauchistes de nature à porter atteinte au moral de l'armée sont interdites pour l'ensemble du territoire".

Le préfet de police de Paris a en outre interdit le meeting qui était organisé le 17 mars par le Comité national pour la libération des soldats emprisonnés, où devaient prendre la parole SARTRE, ROCARD, et KRIVINE.

A Dijon, des militants du Comité étudiant qui distribuaient des tracts à la Bourgogne Electronique furent emmenés par les flics le 21 février, et le 20 mars.

Sans nul doute, la campagne dénonçant la répression qui sévit dans l'armée contre les jeunes du contingent, a porté un coup sérieux au moral de la caste d'officiers réactionnaires qui organise le bourrage de crâne, qui uniformise par une discipline abrutissante, qui encaserne derrière des barbelés plusieurs centaines de milliers de jeunes, ouvriers, paysans, étudiants.

Les autorités militaires sont donc intervenues pour que cesse immédiatement la campagne: il ne faut surtout pas que celle-ci perturbe le ron-ron parlementaire prévu pour bientôt, et qui devra "réformer" le service militaire. Il ne faut surtout pas que les jeunes aient leur mot à dire dans cette histoire, et qu'ils le disent!

COMMUNIQUE DU COMITE NATIONAL:

"Le Comité National pour la libération des soldats emprisonnés appelle l'opinion publique à renforcer la campagne de soutien entreprise et à faire échouer les tentatives de militarisation de la vie publique, pratiquées actuellement par le gouvernement.

Le Comité National lance également un appel aux organisations syndicales et politiques, afin qu'elles s'élèvent contre cette interdiction qui les touche toutes dans leur droit d'expression, et qu'elles ripostent ensemble contre un gouvernement qui veut monopoliser l'information publique!"

==

FRONT UNI CONTRE LES FASCISTES DE LA "NOUVELLE" SOCIÉTÉ policière

Le 11 mars dernier, un groupe de 30 à 40 fascistes, dont certains étaient armés de matraques, est venu délibérément provoquer les étudiants révolutionnaires au restaurant universitaire Mansard. Ceux-ci, dont une partie vendait divers journaux, ont rapidement fait front, et ont au bout de quelques minutes, mis en déroute les néo-nazis dijonnais, comme les fois précédentes où ceux-ci s'étaient risqués à venir essayer de "casser du bolchevik".

La masse des étudiants a une fois de plus pu constater d'où venaient les provocations: des groupes fascistes au service du capitalisme et de

ses flics, et non des organisations révolutionnaires, "gauchistes", qui constituent la seule force s'opposant réellement au fascisme dans l'Université.

Les révolutionnaires ont par leurs luttes conquis en mai 1968 la possibilité d'exprimer leurs positions politiques et leur programme de construction d'une société socialiste, dans les facultés, dans les lycées, dans les usines, et dans la rue.

Ils sauront s'organiser pour que ce droit ne leur soit repris ni par les fascistes, ni par les flics, ni par personne.

==

REPRESSION POLICIERE ET BANDES ARMEES.

Le 26 février dernier, à l'appel d'organisations ouvrières, enseignantes, et étudiantes, une manifestation et un meeting regroupant environ un millier de personnes, se sont déroulées à Dijon. Certains voulaient par là protester contre une circulaire du ministre Guichard rendant l'enseignement d'une deuxième langue vivante facultatif à partir de la classe de quatrième, pour d'autres, il s'agissait de replacer cette mesure dans le cadre plus général de la politique gouvernementale actuelle, qui cherche à rentabiliser, à "rationaliser" l'Education nationale (comme dans d'autres services publics: SANTE, TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, etc...) dans le sens des intérêts des monopoles capitalistes et des secteurs de pointe de la production. Ceux-là manifestaient contre cette politique dans son ensemble contre une sélection qui est en définitive sociale, contre la fumisterie baptisée "participation" (qui vise à faire collaborer le mouvement étudiant aux mesures qui sont prises contre lui et contre les travailleurs), contre toute une politique de formation scolaire et professionnelle engendrant la sous-qualification, le chômage, la main-mise patronale sur l'enseignement.

Plus que jamais, les luttes politiques, qui sont le reflet de la lutte des classes, ébranlent l'appareil de l'Education nationale et de l'Université.

A Nanterre, où il y a deux ans la création du Mouvement du 22 Mars précédait les luttes étudiantes qui allaient bientôt révéler la nature policière du régime gaulliste, le doyen Ricoeur a récemment, à la demande du conseil de gestion (qui participe...) ouvert les voies intérieures du campus universitaire aux forces de l'ordre.

Celles-ci y ont pénétré immédiatement, provoquant la mobilisation du mouvement étudiant.

Des voix réactionnaires, "libérales", et même "de gauche", à la suite d'affrontements provoqués par les fascistes et les flics, sur lesquels la presse bourgeoise, ainsi malheureusement qu'une partie de la presse ouvrière, organise une énorme campagne d'intoxication anti "gauchiste", demandent la dissolution de soi-disant "ligues armées", c'est à dire appellent en fait le gouvernement à frapper les révolutionnaires. Nous n'approuvons pas pour notre part toutes les actions minoritaires, reflets de leur impuissance politique de certains groupes (telle celle consistant à coiffer Ricoeur d'une poubelle). Nous pensons cependant qu'il n'y a en France actuellement qu'une seule bande armée: la bourgeoisie.

C'est contre elle et son appareil d'état policier que nous appelons à lutter.

Nous disons aussi qu'en dehors de luttes de très grande ampleur de la classe ouvrière, il n'y a pas de victoire décisive possible sur le seul front de l'Education nationale.

" L'ORDRE REPUBLICAIN" VEUT NOUS FAIRE TAIRE!

FRONT UNI CONTRE LA REPRESSION - NON AUX PLANS D'AUSTERITE!

lisez ROUGE

hebdomadaire de la Ligue Communiste
tous les lundis en kiosques IF 50

PERMANENCE DE LA LIGUE COMMUNISTE (section française de la IV ième internationale)
tous les vendredis de 13 à 20 h Hotel des sociétés 7 rue du docteur Chaussier Dijon

POMPIDOU REDECouvre L'AMERIQUE.

Le voyage de Pompidou et sa rencontre avec Nixon sont en fait l'aboutissement officiel et touristique d'un rapprochement entre les impérialismes français et américains, inauguré après la crise politique de mai 1968, et la crise monétaire de novembre. Le gouvernement Pompidou n'a fait que reprendre à son compte, après le départ de De Gaulle, le tournant opéré par celui-ci, qui, perdant ses ambitions "neutralistes" et "indépendantistes", décidément au-dessus de ses moyens, a dû faire regagner à la France le camp de l'impérialisme américain, qu'elle n'avait en fait jamais quitté.

Comme l'a déclaré Pompidou: "Nos querelles n'ont été et ne seront jamais que des querelles de famille. Il suffit que nous voulions bien nous rencontrer et nous expliquer pour que nous nous accordions pour l'essentiel".

La soumission de l'impérialisme de seconde zone de Pompidou au "super-grand" Nixon n'exclut d'ailleurs pas un partage du monde où la France puisse se faire une petite place au soleil: "Je voudrais étendre la présence française... lui donner une réalité plus grande". Et il précise: "J'ai l'intention dans les années qui viennent et au fur et à mesure que notre développement le permettra, d'accentuer cet effort".

L'effort en question pour Pompidou a pour but "d'apporter aux peuples démunis une aide accrue et efficace... faute de quoi le jour viendra de l'affrontement entre la richesse et la pauvreté".

Ce jour là, pompidou n'est pas sur que son camp (celui des riches) gagnera; il sait cependant qu'il arrivera, puisque la pauvreté de ces pays "démunis" a pour seule origine le pillage continu qu'y pratiquent les différents impérialismes.

Pompidou s'est aussi permis, entre autres, de longues réflexions sur le mal de la jeunesse, qui se laisse aller, dit-il, "à un secret penchant pour le marxisme".

Il ajoute, l'hypocrite, que "c'est particulièrement le fait de la jeunesse étudiante, parce qu'elle en a le temps et la possibilité matérielle". Il préférerait évidemment que les intellectuels mettent leur temps à la disposition de la bourgeoisie, plutôt que de se ranger de plus en plus nombreux aux côtés de la classe ouvrière.

Pour lui, les jeunes révolutionnaires ne pensent qu'à détruire, ne proposant "aucune structure sociale, à quelque niveau que ce soit". La dictature du prolétariat et le socialisme ne sont évidemment pas une société imaginable pour cet ancien fondé de pouvoir de la banque Rotshchild!

==

ENCORE LES PARCMETRES.

Un certain nombre de parcmètres installés à Dijon par la société privée Locaparc, dont le "Bien Public" nous a dit que "ces appareils sont attendus avec curiosité" ont été détériorés; par d'éternels mécontents sans doute... Mais il paraît que cette réaction s'observe dans toutes les villes où on les offre à la "curiosité" des foules. Pourquoi ce mécontentement? La municipalité a tout simplement donné à une entreprise privée le droit de lever pendant 5 ans un impôt sur le stationnement des automobiles dans des endroits publics, à savoir les rues et places de Dijon. Après l'introduction de capitaux

privés dans l'installation des téléphones ou la construction des autoroutes voilà un moyen simple et efficace de réaliser des bénéfices énormes pour un investissement faible au départ. Ces bénéfices ne serviront même pas à améliorer les transports publics, à agrandir les rues, ou à construire des parcs de stationnement: ils iront tout simplement dans les poches des propriétaires de la société Locaparc qui pourra ainsi installer d'autres appareils ailleurs!

Selon le maire de Dijon: "la doctrine de la municipalité est d'aider les organismes compétents à assumer les services concédés sans jamais se substituer à eux; chacun son métier". On ne peut être plus clair: l'administration est au service des sociétés capitalistes. Notre métier à nous est de dénoncer cela.

Pour toute correspondance écrire :

LIGUE COMMUNISTE

7 rue du docteur Chaussier Dijon